

**Arrêté**  
**portant prescriptions complémentaires pour**  
**des installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent**  
**SAS Les éoliennes du Plateau**  
**Parc éolien Les éoliennes du Plateau sur la commune de PLESTAN**

Le Préfet des Côtes d'Armor  
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu** le Code de l'environnement ;
- Vu** le Code de l'énergie ;
- Vu** le Code forestier ;
- Vu** le Code de la défense ;
- Vu** le Code rural et de la pêche maritime ;
- Vu** le Code des transports ;
- Vu** le Code du patrimoine ;
- Vu** le Code de la construction et de l'habitation notamment l'article L.112-12 concernant la réception de la radiodiffusion ou de la télévision ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- Vu** l'arrêté du 23 avril 2018 à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;
- Vu** le décret du 23 octobre 2024 portant nomination de M. François de KERÉVER, Préfet des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté du 29 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Georges SALAÜN, Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes-d'Armor ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2014 de mise en application du SAGE de la Baie de Saint-Brieuc ;
- Vu** le permis de construire n°2219304F1027 du 22 juillet 2005 pour la construction du parc éolien des éoliennes du Plateau sur la commune de PLESTAN ;
- Vu** la déclaration d'antériorité du 9 décembre 2011 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 novembre 2020 modifiant les conditions d'exploitation ;
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 août 2021 modifiant les conditions d'exploitation ;

**Vu** le dossier de porter à connaissance déposé, en date du 7 août 2025, par la société SAS Les éoliennes du Plateau dont le siège social est au 1330 avenue JRGG de la Lauzière Europarc Pichaury – Bât. B9 – 13795 AIX-EN-PROVENCE, en vue de modifier les conditions de renouvellement de son parc éolien ;

**Vu** les avis de la DGAC, du ministère de la Défense et de Météo France sur le renouvellement complet du parc éolien du Plateau situé sur la commune de PLESTAN ;

**Vu** la délibération du SAGE de Saint-Brieuc en date du 6 avril 2021, complétée par un courrier en date du 15 juin 2021 ;

**Vu** le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 20 mai 2026 ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 20 mai 2026 à la connaissance du demandeur ;

**Considérant** les observations présentées par le demandeur sur ce projet en date du 20 mai 2026 ;

**Considérant** les engagements pris par le pétitionnaire dans son dossier et lors de l'instruction en vue de respecter les intérêts visés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'Environnement ;

**Considérant** l'implantation des éoliennes à plus de 500 m des zones destinées à l'habitation et des zones habitées ;

**Considérant** la cartographie des zones humides présentes sur le site ;

**Considérant** l'impact résiduel du projet sur les zones humides, malgré les évitements réalisés ;

**Considérant** que le SAGE de la Baie de Saint-Brieuc interdit toute destruction de zones humides ;

**Considérant** la délibération de la CLE du SAGE de Saint-Brieuc, et les prescriptions édictées sur les zones impactées par les chemins d'accès et par les raccordements inter-éoliennes ;

**Considérant** la mise en place dès la mise en service d'un plan de gestion acoustique, et l'engagement de l'exploitant de réaliser une campagne de mesure de bruit dans un délai maximal de 12 mois après la mise en service afin de vérifier la conformité des éoliennes avec la réglementation et prendre, le cas échéant, les mesures nécessaires afin de prévenir et réduire les nuisances sonores ;

**Considérant** la nécessité de protéger les chiroptères et donc de prévenir les risques de collisions en bridant l'ensemble des éoliennes à certaines périodes de l'année et selon certaines conditions météorologiques ;

**Considérant** l'engagement du pétitionnaire de mettre en place, pour le parc éolien renouvelé, un protocole :

- de suivi d'activité de l'avifaune pour évaluer l'évolution des populations d'oiseaux après la mise en service du parc éolien afin de vérifier l'adéquation entre les prévisions d'impact et la réalité du terrain.
- de suivi d'activité en hauteur des chiroptères ;
- de suivi de la mortalité des chiroptères et de l'avifaune conformément aux recommandations du protocole national en vigueur ;

**Considérant** la nécessité d'assurer la mise en place de ces suivis dès la première année de fonctionnement du parc, de les réaliser chaque année pendant les trois premières années, puis de poursuivre avec une périodicité de 10 ans ;

**Considérant** le renforcement des mesures Éviter et Réduire, particulièrement par l'augmentation de la garde au sol, de la distance aux haies, et le renforcement des mesures de bridage en faveur des chiroptères ;

**Considérant** la proximité avec les éoliennes du parc voisin ;

**Considérant** de ce fait la nécessité de prendre en compte, dans la réalisation des suivis environnementaux et acoustiques, les impacts cumulés des parcs éoliens voisins dont les éoliennes sont implantées à une distance inférieure à 15 fois le diamètre du rotor des éoliennes du présent parc ;

**Considérant** que le projet modificatif du parc éolien :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique ou suite à un examen au cas par cas en application du II de l'article R.122-2,
- n'atteint pas de seuil quantitatif ou de critère fixé par arrêté du ministre chargé de l'environnement,
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

**Considérant** que le projet, objet du porter à connaissance mentionné ci-dessus, ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46-I du Code de l'Environnement ;

**Considérant** que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;

**Considérant** que les articles L.181-14 et R.181-45 du Code de l'Environnement permettent de fixer des prescriptions complémentaires que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement rend nécessaire ;

**Considérant** l'ancienneté du parc, l'augmentation significative du gabarit des éoliennes, et la sensibilité du territoire, qui nécessite de soumettre le dossier à une procédure de participation du public par voie électronique (PPVE), conformément à l'article L.123-19-2 du Code de l'environnement, afin de garantir la transparence de l'information et de recueillir les observations du public ;

**Considérant** qu'il y a lieu de modifier et fixer des prescriptions complémentaires, suite aux modifications apportées au projet ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32 du Code de l'Environnement, ni la sollicitation de l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites ;

**Considérant** que le projet de modification ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

**Sur proposition du Secrétaire général des Côtes d'Armor,**

**ARRÊTE :**

## **Titre I : Dispositions communes**

### **Article I.1 :**

La présente autorisation environnementale tient lieu d'autorisation d'exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement au titre de l'article L.181-1-2° du Code de l'Environnement.

### **Article I.2 : Exploitant titulaire de l'autorisation**

La Société SAS Les éoliennes du Plateau dont le siège social est au 1330 avenue JRGG de la Lauzière Europarc Pichaury – Bât. B9 – 13795 AIX-EN-PROVENCE, est autorisée à poursuivre son activité sur le territoire de la commune de PLESTAN, sous réserve du respect des prescriptions définies par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, par les actes antérieurs et complétées par le présent arrêté.

## **Titre II : Dispositions applicables au parc éolien Les éoliennes du Plateau AVANT renouvellement au titre de l'article L.181-1-2° du Code de l'environnement**

### **Article II-1 : Démantèlement et remise en état du parc initial**

Les mêmes équipements et engins de chantier que lors de la phase de construction du renouvellement du parc seront utilisés. Pour l'exploitation du parc renouvelé, les accès au site se feront conformément au dernier dossier déposé.

Les opérations de démantèlement et de remise en état, prévues à l'article R. 515-106 du Code de l'Environnement, comprennent :

- le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison ;
- l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ;
- la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès, non nécessaires pour l'exploitation du parc renouvelé, sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.

Les déchets de démolition et de démantèlement sont réutilisés, recyclés, valorisés, ou à défaut, éliminés dans les filières dûment autorisées à cet effet.

Au 1er juillet 2028, au minimum 90 % de la masse totale des aérogénérateurs démantelés, fondations incluses, lorsque la totalité des fondations sont excavées, ou 85 % lorsque l'excavation des fondations fait l'objet d'une dérogation prévue par le I, doivent être réutilisés ou recyclés.

Au 1er juillet 2028, au minimum, 35 % de la masse des rotors doivent être réutilisés ou recyclés.

Les aérogénérateurs dont le dossier d'autorisation complet est déposé après les dates suivantes ainsi que les aérogénérateurs mis en service après cette même date dans le cadre d'une modification notable d'une installation existante, doivent avoir au minimum :

- après le 1<sup>er</sup> janvier 2032, 95 % de leur masse totale, tout ou partie des fondations incluses, réutilisable ou recyclable ;
- après le 1<sup>er</sup> janvier 2031, 45 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable ;
- après le 1<sup>er</sup> janvier 2033, 55 % de la masse de leur rotor réutilisable ou recyclable.

### **Article II-2 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux de démantèlement du parc initial**

Durant la phase de chantier, l'exploitant doit mettre en place les engagements pris dans son dossier et les dispositions suivantes :

- **Suivi de chantier :** la phase chantier sera suivie par un écologue.
- **Sols, sous-sols, eaux :**
  - Les entreprises intervenantes devront respecter les règles de bonne pratique environnementales et devront notamment être équipées de kits anti-pollution afin de limiter l'extension d'une éventuelle pollution.



- Les plateformes seront ceinturées d'un petit merlon mis en place sur l'horizon minéral afin de temporiser les flux d'eau pendant la phase chantier et la rétention d'une éventuelle pollution.
- **Habitats naturels et flore – Evolution des engins :** Les zones d'évolution des engins seront physiquement matérialisées afin de limiter la dégradation des milieux naturels.
- **Faune :**
  - Les **travaux lourds** (élagage, débroussaillage, terrassement, travaux VRD, travaux de raccordement) **ne débiteront pas entre le 1er mars et le 31 juillet** afin d'éviter les risques de dérangement ou de destruction d'individus et de nichées.
  - **Exceptions et modalités particulières :**
    - **Travaux légers autorisés :** Les travaux dits légers (livraison des éléments, démontage des éoliennes, ou autres travaux n'impactant pas directement la faune ou son habitat) pourront être réalisés durant cette période, sous réserve de respecter les mesures de prévention suivantes :
      - Absence de bruit excessif ou de perturbations répétées aux abords des zones sensibles (ex. : haies, bosquets, points d'eau).
      - Respect des horaires diurnes (entre 7h et 20h) pour limiter les nuisances.
    - **Poursuite des travaux initiés avant le 1er mars :** Si des travaux lourds ont été initiés avant le 1er mars et qu'un rapport d'écologie (transmis à l'Inspection des Installations Classées) atteste de l'absence de risque de dérangement ou de destruction de nichées, ces travaux pourront se poursuivre sans discontinuité pendant la période protégée, à condition :
      - Que les éventuels individus (faune) n'aient **pas commencé à s'y installer** (vérification par l'écologie en amont et en cours de travaux si nécessaire).
      - Que les travaux ne s'étendent **pas à de nouvelles zones** non évaluées par l'écologie.
    - **Interdictions absolues :** Les travaux d'abattage d'arbres, de débroussaillage et d'élagage ne devront ni débiter ni être effectués pendant cette période (1er mars – 31 juillet), même en cas de rapport d'écologie favorable.
  - **Modalités de contrôle :**
    - Tout rapport d'écologie justifiant une dérogation ou une poursuite de travaux **devra être transmis à l'Inspection des Installations Classées au moins 7 jours ouvrés avant le début des travaux concernés.**
    - L'exploitant s'engage à **informer immédiatement l'Inspection** en cas d'observation d'espèces protégées ou de nichées actives sur le site pendant les travaux.
  - Les zones d'évolution des engins et les zones d'entreposage du matériel de démantèlement seront physiquement matérialisées afin de les limiter à la stricte emprise nécessaire aux travaux.
  - La vitesse de progression sera définie afin de laisser le temps aux espèces mobiles d'évacuer la zone.

- **Zones humides :**

- La période de travaux doit tenir compte des conditions météorologiques et de portance du sol conduisant à l'absence de destruction de zone humide ;
- Les zones humides seront délimitées par un piquetage de la zone ;
- la création d'un chemin d'accès temporaire, en zone humide, d'une surface maximale de 612 m<sup>2</sup> (130 ml) est autorisée sous réserve de respecter les conditions suivantes :
  - la circulation devra se faire sur un chemin temporaire en remblai avec pose d'un géotextile et de gravier, après retrait de la terre végétale sur 30 cm, tel que localisé et expliqué dans le dossier ;
  - la circulation des engins est interdite en dehors des pistes autorisées (balisage des zones humides à prévoir) ;
  - la remise en état du sol après les travaux devra être effective (retrait des matériaux apportés et du géotextile, décompactage éventuel, réutilisation du sol extrait, respect de l'ordre des couches initialement présentes) et l'absence d'apport extérieur de matériaux de remblayage ;
  - Pour la traversée du cours d'eau, des dispositifs filtrants seront installés à l'aval de l'ouvrage existant afin de sécuriser le chantier en cas de départ accidentel de particules fines.
- Le stockage temporaire des pales lors de travaux se fera sur des plaques autoportantes sans décapage de la terre végétale ;
- Le raccordement en zones humides entre les éoliennes E5 et E3 est autorisé sur un linéaire de 130 m par 1 m de large (130 m<sup>2</sup>) sous réserve de respecter les conditions suivantes :
  - l'utilisation mutualisée de la tranchée permettant le raccordement des éoliennes E6 et E1 du parc voisin ;
  - la pose de bouchons d'argile pour éviter l'effet drainant des tranchées lors des travaux ;
  - l'ouverture du chantier de 48 h maximum ;
  - la pose des câblages en fourreaux ;
  - la remise en état du sol après les travaux (réutilisation du sol extrait pour la pose des conduites, respect de l'ordre des couches initialement présentes) et l'absence d'apport extérieur de matériaux de remblayage.
- Les anciens câblages situés en zones humides devront être retirés.
- L'exploitant devra se rapprocher du service Environnement de Lamballe Terre et Mer, en charge de milieux aquatiques sur le bassin versant concerné, afin de solliciter leur accompagnement durant la phase de travaux en particulier lors des traversées de cours d'eau et de zones humides ;
- L'exploitant devra informer l'EPTB et la préfecture du suivi des travaux. Les plans de recollement une fois les travaux achevés devront leur être transmis.

### Titre III : Dispositions applicables au parc éolien Les éoliennes du Plateau APRES renouvellement au titre de l'article L.181-1-2° du Code de l'environnement

#### Article III-1 : liste des installations concernées par l'autorisation environnementale

Les installations concernées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Installation	Coordonnées Lambert 93		Coordonnées WGS 84		Commune	Lieu-dit	Parcelles cadastrales (section et n°)
	X	Y	Lat.	Long.			
E3	299814	6826949	N 48°25'09.5876"	O 2°24'46.5354"	PLESTAN	Les Clos Longs	ZH 128, 129
E4	299508	6826770	N 48°25'03.1123"	O 2° 25' 00.8070"	PLESTAN	Bel-Air	ZE 35, 36
E5	299186	6826996	N 48°25'09.7170"	O 2° 25' 17.2160"	PLESTAN	Bel-Air	ZE 37, 38
PDL 1	299160	6826931	N 48°25'7.5493"	O 2° 25'18.2453"	PLESTAN	Bel-Air	ZE 38
PDL 2	299172	6826929	N 48°25'7.5792"	O 2°25'19.0164"	PLESTAN	Bel-Air	ZE 38

#### Article III-2 : Conformité au dossier de porter à connaissance

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande de renouvellement déposée par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

#### Article III-3 : Archéologie

Conformément aux dispositions prévues par l'article L.531-14 à L.531-16 du Code du patrimoine, le pétitionnaire devra signaler toute découverte fortuite qui pourrait être effectuée au cours des travaux auprès du service Régional de l'archéologie de la DRAC.

#### Article III-4 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
<b>2980-1</b>	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs :  1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est supérieure ou égale à 50 m	3 éoliennes : - Hauteur maximale en bout de pale : 180 m - Diamètre du rotor : 138 m - Hauteur maximale du moyeu : 112 m - Garde au sol minimale : 41 m Puissance unitaire maximale : 4,8 MW Puissance totale maximale du parc : 14,4 MW	<b>A</b>

*A : installation soumise à autorisation*



### Article III-5 : Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent article s'appliquent pour les activités visées à l'article III.1. du titre III

#### Montant initial :

Le montant initial des garanties financières à constituer en application de l'article R 515 - 101 du Code de l'Environnement par la SAS Les éoliennes du Plateau, s'élève donc à :

$$M = \Sigma(Cu)$$

Où

- M est le montant initial de la garantie financière d'une installation
- Cu le coût unitaire forfaitaire d'un aérogénérateur. Il correspond aux opérations de démantèlement et de remise en état d'un site après exploitation prévues aux articles L. 515-46, R. 515-101 et R. 515-107 du Code de l'environnement.

Soit pour le parc éolien **des Landes du Plateau** :

$$M = 3 \text{ éoliennes} \times (75\,000 + 25\,000 \times (\text{puissance unitaire} - 2))$$

L'exploitant constitue des garanties financières avant la mise en service du parc éolien et les transmet à la Préfecture.

#### Réactualisation :

L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté du 26 août 2011 modifié susvisé.

où :

- $M_n$  : Montant exigible à l'année  $n$  ;
- $M$  : Montant initial de la garantie financière de l'installation ;
- Index  $n$  : Indice TP01 en vigueur à la date d'actualisation du montant de la garantie;
- Index 0 : indice TP01 en vigueur au 1er janvier 2011, fixé à 102,1807 « converti avec la base 2010, en vigueur depuis octobre 2014 »
- TVA : Taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction à la date d'actualisation de la garantie ;
- TVA 0 : Taux de la taxe sur la valeur ajoutée à 1er janvier 2011, soit 19.6 %.

### Article III-6 : Protection des chiroptères /avifaune

L'exploitant respectera les engagements pris dans son dossier et les dispositions suivantes :

#### • **Bridage :**

Dès la mise en service du parc, l'exploitant applique un bridage ferme pour limiter les risques de collision, conformément aux engagements pris dans le dossier de demande de renouvellement.

**Les 3 éoliennes** sont arrêtées du 1er avril au 31 octobre, durant l'heure précédant le coucher du soleil jusqu'à l'heure suivant le lever du soleil, lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- vent inférieur à 5 m/s au moyeu de l'éolienne,
- température supérieure à 10 °C,
- absence de précipitation (sous réserve de la fiabilité des détecteurs de pluviométrie).

#### • **Contrôle et ajustements**

L'exploitant rédige et met en place une procédure de surveillance du bon fonctionnement du système de bridage. Cette procédure comprendra les contrôles à réaliser et la fréquence de réalisation de ces contrôles. Cette maintenance sera consignée dans le registre de maintenance visé à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant tient à jour un registre mentionnant les dates et heures de mise à l'arrêt, ainsi que les données météorologiques observées.

**En cas de détection d'impacts significatifs, l'exploitant propose, sous 1 mois, un renforcement des mesures de bridage ou d'autres mesures correctives, après information de l'Inspection des Installations Classées.**

- **Système de sécurité**

Le système de bridage des éoliennes doit être asservi d'alertes sur les différents capteurs, instruments ou logiciel en cas de défaillance du système.

Toutes les alertes, dysfonctionnement et actions correctives mises en place devront faire l'objet d'une consignation dans un registre qui sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

En cas de défaillance, l'exploitant doit être alerté automatiquement et arrêter manuellement les machines concernées, dans un délai maximum de 12 heures après l'alerte si celle-ci a lieu durant la période de bridage défini au paragraphe « Bridage » de cet article et ceux jusqu'au rétablissement du bon fonctionnement du système.

- **Suivi environnemental :**

L'exploitant met en place un **suivi environnemental conforme au protocole reconnu par le ministre chargé des installations classées** applicable aux chiroptères et à l'avifaune selon les modalités suivantes :

- **Suivi d'activité :**

- **de l'avifaune :** Un suivi comportemental est mis en place afin d'analyser l'évolution des populations d'oiseaux après la mise en service du parc et de comparer les observations aux prévisions d'impact initiales sur un cycle biologique complet.

Ce suivi comprend au moins 13 sorties terrain, réparties selon les périodes biologiques de l'avifaune (reproduction, hivernage, migration). Les sessions d'observations devront porter une attention particulière sur le comportement des espèces sensibles à l'éolien (telles que Le martinet noir, Le goéland brun, Le faucon crécerelle ...)

Ce suivi pourra être adapté en fonction des espèces à enjeux sur le site.

- **des chiroptères :** Un suivi d'activité en nacelle est réalisé afin d'évaluer l'activité des chiroptères et d'identifier les risques de collision sur un cycle biologique complet.

- **Suivi de mortalité :**

- **des chiroptères :** il sera couplé au suivi d'activité des chiroptères afin de mettre en corrélation l'activité en altitude et les cadavres découverts. Il est réalisé sur un cycle biologique complet et comprend au minimum 24 prospections par an, de la semaine 14 à la semaine 44.

Parallèlement, un suivi de l'activité des chiroptères au sol sera réalisé de mi-mars à fin octobre pour 6 soirées d'écoute, dans le but de définir les périodes de plus forte activité.

- **de l'avifaune :** il sera couplé au suivi d'activité de l'avifaune afin de mettre en corrélation l'activité et les cadavres découverts. Il est réalisé sur un cycle biologique complet. Selon les résultats de la première année et en l'absence de mortalité sur certains mois, un ajustement de la période de suivi de la mortalité de l'avifaune pourra être réalisé.

Dans le cas, où de la mortalité significative était détectée en dehors de la période du bridage chiroptère, des mesures de réduction devront être mises en place rapidement.

Lors de ce suivi de mortalité, l'exploitant s'informe tous les mois de la mortalité brute constatée et, si nécessaire, est réactif pour renforcer les mesures de réduction.

Un test de prédation sera réalisé compte tenu de la forte présence de renards dans le département. Le résultat obtenu permettra de définir la fréquence de passage. La méthode, les résultats et les conclusions devront figurer dans le rapport de synthèse du suivi environnemental. Si le taux de prédation est fort, un minimum de 2 passages par semaine devra être réalisé.

Le suivi environnemental sera réalisé **durant les 3 premières années de mise en service du parc éolien puis tous les 10 ans après la mise en service.**

**Ce suivi environnemental devra prendre en compte les impacts cumulés des parcs éoliens immédiatement voisins.**

Le plan de bridage biodiversité pourra être adapté selon l'ensemble des données mises en perspective avec le suivi environnemental.

Si le suivi met en évidence un impact significatif sur des espèces protégées, l'exploitant devra :

- Mettre en œuvre des actions correctives pour réduire cet impact ;
- Informer rapidement l'Inspection des Installations Classées ;
- Renouveler le suivi dans les 12 mois pour vérifier l'efficacité des mesures correctives mises en place.

Si les suivis révèlent que les impacts des éoliennes du parc relèvent d'une situation justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces, l'exploitant devra constituer une telle demande.

- **Cas de découverte de mortalités avifaune ou chiroptères :**

Dans le cadre de ce suivi et à tout moment de la vie de l'installation, toute mortalité d'espèce menacée ou toute mortalité importante/massive d'une même espèce protégée est considérée comme un incident et doit être déclaré au titre de l'article R512-69 du code de l'environnement, via la procédure de télédéclaration.

L'exploitant met en place immédiatement des mesures d'urgence.

Il informe dans les plus brefs délais l'inspection des installations classées de cet incident des mesures d'urgence mises en place et des préconisations pour la suite de l'exploitation. Il transmet par la suite une fiche ou un rapport conclusif d'incident.

- **Éclairage :**

L'éclairage au pied des éoliennes devra être assuré uniquement par un système à déclenchement manuel. L'écologue responsable du suivi environnemental s'assurera lors de ses visites sur le terrain que ces dispositions sont respectées.

- **Gestion des abords des éoliennes :**

Les plateformes et leurs abords seront rendus non attractifs pour les oiseaux et les chiroptères. Le traitement réalisé sur les plateformes de montage (compactage du sol, graviers stériles...) sera également appliqué en pied d'éoliennes, ainsi que sur les bordures des chemins d'accès. Toutes les surfaces ne pouvant être cultivées seront dans la mesure du possible empierrées et compactées avec des matériaux granulaires, et entretenues afin de réduire l'attractivité des chiroptères et des oiseaux (dont les rapaces).

Le débroussaillage annuel autour des plateformes est prévu en dehors de la période de reproduction des oiseaux nicheurs, soit entre le 1er avril au 31 juillet.

### **Article III 7 : Mesures compensatoires liées à la destruction de haies**

Avant toute destruction ou coupe importante de haies et d'arbres, une expertise environnementale devra être réalisée par un écologue afin d'établir un inventaire d'habitat d'espèces protégées présentes sur le site (gîtes à chiroptères, sites de reproduction, de nidification...). Dans le cas où des habitats protégés seraient présents, un évitement devra être proposé ou, à défaut, une demande de

dérogation de destruction d'habitat d'espèces protégées devra être déposée. Dans ce dernier cas, le démarrage des travaux ne pourra se faire qu'à l'obtention de la dite dérogation. Les mesures compensatoires éventuellement proposées devront être définies dans le cadre d'un tel dossier de demande de dérogation.

Afin de compenser la destruction de 8 m linéaire de haie pour l'aménagement du virage permanent entre E6 et E5, l'exploitant respectera les mesures compensatoires prévues dans son dossier. Ainsi, 24 m linéaire de haies arborées seront recréés dans une ou des zones suffisamment éloignées, dans la mesure du possible, des éoliennes pour ne pas créer d'habitats attractifs pour la faune volante. Des essences locales et adaptées au milieu seront utilisées.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées, les documents attestant du suivi des mesures spécifiques définies au présent article.

### **Article III 8 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux**

Durant la phase de chantier, l'exploitant doit mettre en place les engagements pris dans son dossier et les dispositions suivantes :

- **Avant le démarrage des travaux**, un géomètre matérialisera l'emplacement exact des éoliennes et du poste de livraison, conformément aux coordonnées indiquées dans l'arrêté afin de respecter la distance des 500 m réglementaires et les distances minimales par rapport aux structures boisées et plan d'eau à proximité.
- **Suivi de chantier** : la phase chantier sera suivie par un écologue.
- **Chantier** : les mêmes équipements et engins de chantier que lors de la phase de démantèlement du parc initial seront utilisés. Les accès au site se feront conformément au dernier dossier déposé.
- **Sols, sous-sols, eaux** :
  - Une étude géotechnique sera réalisée avant le chantier.
  - Les entreprises intervenantes devront respecter les règles de bonne pratique environnementales et devront notamment être équipées de kits anti-pollution afin de limiter l'extension d'une éventuelle pollution.
  - Les plateformes de levage seront ceinturées d'un petit merlon mis en place sur l'horizon minéral afin de temporiser les flux d'eau pendant la phase chantier et la rétention d'une éventuelle pollution.
- **Habitats naturels et flore – Evolution des engins** : Les zones d'évolution des engins seront physiquement matérialisées afin de limiter la dégradation des milieux naturels.
- **Faune** :
  - **Les travaux lourds** (élagage, débroussaillage, terrassement, travaux VRD, travaux de raccordement) **ne débuteront pas entre le 1er mars et le 31 juillet** afin d'éviter les risques de dérangement ou de destruction d'individus et de nichées.
  - **Exceptions et modalités particulières** :
    - **Travaux légers autorisés** : Les travaux dits légers (livraison des éléments, montage des éoliennes, ou autres travaux n'impactant pas directement la faune ou son



habitat) pourront être réalisés durant cette période, sous réserve de respecter les mesures de prévention suivantes :

- Absence de bruit excessif ou de perturbations répétées aux abords des zones sensibles (ex. : haies, bosquets, points d'eau).
- Respect des horaires diurnes (entre 7h et 20h) pour limiter les nuisances.
- **Poursuite des travaux initiés avant le 1er mars** : Si des travaux lourds ont été initiés avant le 1er mars et qu'un rapport d'écologue (transmis à l'Inspection des Installations Classées) atteste de l'absence de risque de dérangement ou de destruction de nichées, ces travaux pourront se poursuivre sans discontinuité pendant la période protégée, à condition :
  - Que les éventuels individus (faune) n'aient **pas commencé à s'y installer** (vérification par l'écologue en amont et en cours de travaux si nécessaire).
  - Que les travaux ne s'étendent **pas à de nouvelles zones** non évaluées par l'écologue.
- **Interdictions absolues** : Les travaux d'abattage d'arbres, de débroussaillage et d'élagage ne devront ni débiter ni être effectués pendant cette période (1er mars – 31 juillet), même en cas de rapport d'écologue favorable.
- **Modalités de contrôle** :
  - Tout rapport d'écologue justifiant une dérogation ou une poursuite de travaux **devra être transmis à l'Inspection des Installations Classées au moins 7 jours ouvrés avant le début des travaux concernés.**
- Les zones d'évolution des engins et les zones d'entreposage du matériel de construction seront physiquement matérialisées afin de les limiter à la stricte emprise nécessaire aux travaux.
- La vitesse de progression sera définie afin de laisser le temps aux espèces mobiles d'évacuer la zone.
- **Zones humides** :
  - La période de travaux doit tenir compte des conditions météorologiques et de portance du sol conduisant à l'absence de destruction de zone humide ;
  - Les zones humides seront délimitées par un piquetage de la zone ;
  - la création d'un chemin d'accès temporaire, en zone humide, d'une surface maximale de 612 m<sup>2</sup> (130 ml) est autorisé sous réserve de respecter les conditions suivantes :
    - la circulation devra se faire sur un chemin temporaire en remblai avec pose d'un géotextile et de gravier, après retrait de la terre végétale sur 30 cm, tel que localisé et expliqué dans le dossier ;
    - la circulation des engins est interdite en dehors des pistes autorisées (balisage des zones humides à prévoir) ;
    - la remise en état du sol après les travaux devra être effective (retrait des matériaux apportés et du géotextile, décompactage éventuel, réutilisation du sol



extrait, respect de l'ordre des couches initialement présentes) et l'absence d'apport extérieur de matériaux de remblayage ;

- Pour la traversée du cours d'eau, des dispositifs filtrants seront installés à l'aval de l'ouvrage existant afin de sécuriser le chantier en cas de départ accidentel de particules fines.
- Le stockage temporaire des pales lors de travaux se fera sur des plaques autoportantes sans décapage de la terre végétale ;
- Le raccordement en zones humides entre les éoliennes E5 et E3 est autorisé sur un linéaire de 130 m par 1 m de large (130 m<sup>2</sup>) sous réserve de respecter les conditions suivantes :
  - l'utilisation mutualisée de la tranchée permettant le raccordement des éoliennes E6 et E1 du parc voisin ;
  - la pose de bouchons d'argile pour éviter l'effet drainant des tranchées lors des travaux ;
  - l'ouverture du chantier de 48 h maximum ;
  - la pose des câblages en fourreaux ;
  - la remise en état du sol après les travaux (réutilisation du sol extrait pour la pose des conduites, respect de l'ordre des couches initialement présentes) et l'absence d'apport extérieur de matériaux de remblayage.
- Les anciens câblages situés en zones humides devront être retirés.
- L'exploitant devra se rapprocher du service Environnement de Lamballe Terre et Mer, en charge de milieux aquatiques sur le bassin versant concerné, afin de solliciter leur accompagnement durant la phase de travaux en particulier lors des traversées de cours d'eau et de zones humides ;
- L'exploitant devra informer l'EPTB et la préfecture du suivi des travaux. Les plans de recollement une fois les travaux achevés devront leur être transmis.

#### **Article II-9 : Autres mesures d'évitement, réduction et compensation**

- **Acoustique** : L'exploitant établit un plan de gestion acoustique permettant de s'assurer du respect des dispositions de l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 sus-visé (notamment pour la période nocturne, soit de 22 h à 7 h). Ce plan de gestion acoustique est vérifié sous un délai de 12 mois maximum après la mise en service du parc, selon les modalités décrites dans l'article II-6 du présent arrêté.  
L'exploitant doit être en mesure de justifier du respect de ce plan de gestion acoustique. À ce titre, il doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées, les enregistrements des conditions de fonctionnement du parc éolien pour chaque aérogénérateur (date et heure, vitesse mesurée au niveau de l'anémomètre de chaque aérogénérateur, état des aérogénérateurs).  
En cas de dépassement des valeurs limites d'émergence réglementées, le plan de gestion acoustique sera révisé.
- **Radiodiffusion – Télévision** : Sans préjudice des dispositions du Code de la construction et de l'habitation, en cas de dégradation de la réception de la radiodiffusion ou de la télévision liée au fonctionnement des aérogénérateurs, l'exploitant met en œuvre des actions correctives de manière à assurer des conditions de réception satisfaisantes dans le voisinage,

soit au cas par cas, soit de manière générale pour les secteurs concernés par ces interférences.

L'exploitant est tenu d'assurer le fonctionnement, l'entretien et le renouvellement des installations mises en œuvre jusqu'au démantèlement des aérogénérateurs.

- **Servitudes aéronautiques** : Lors de l'achèvement des travaux et afin de vérifier la conformité des aérogénérateurs vis-à-vis des servitudes aéronautiques, un géomètre interviendra sur le site permettant de valider l'altimétrie et l'emplacement des aérogénérateurs.
- **Balisage** : L'éolienne sera équipée d'un balisage lumineux (diurne et nocturne), conformément à la réglementation en vigueur (arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne). Le balisage sera synchronisé avec les parcs éoliens immédiatement voisins dans la mesure du possible.
- **Ombres portées** : Si une gêne due au phénomène stroboscopique lié à la rotation des pales est constatée, l'exploitant réalisera une campagne de mesures destinée à quantifier l'effet d'ombre portée ressenti. En cas de constat d'un impact avéré, le maître d'ouvrage mettra en œuvre un mode de fonctionnement adapté des éoliennes en cause du phénomène.
- **Information et écoute des riverains** : L'exploitant mettra en place un dispositif d'écoute et d'alerte efficace pour agir avec réactivité en cas de gêne exprimée par les riverains. Dès le commencement des travaux, un interlocuteur de la société sera désigné pour recevoir les requêtes de la population concernant les différentes nuisances potentielles (sonores, mauvaise réception de la télévision...).

En complément, un comité de suivi réunissant l'exploitant, les représentants de la mairie et les riverains sera institué. Ce comité, placé sous la présidence conjointe de l'exploitant et de la mairie, se réunira au minimum une fois durant la première année d'exploitation, puis ensuite autant de fois que nécessaire à la demande de l'une des parties. Il permet à l'exploitant de communiquer sur les résultats des contrôles réalisés, notamment ceux issus de la campagne de mesures acoustiques après la mise en service.

L'exploitant rédigera un compte-rendu pour consigner les questions soulevées, les réponses apportées et les suites décidées. Ces compte-rendus seront tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

### **Article III-10 : Auto surveillance**

En complément des mesures d'auto surveillance décrites dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité les programmes d'auto surveillance complémentaires définis aux articles suivants.

#### **I. AUTO SURVEILLANCE DE L'AVIFAUNE ET DES CHIROPTÈRES**

Le bilan des suivis d'activité et de mortalité de l'avifaune et des chiroptères sera produit sous la forme d'un rapport conclusif de l'impact des éoliennes sur ces populations.

Si des impacts significatifs étaient constatés lors de ces suivis, des actions supplémentaires devront être mises en place après information de l'Inspection des Installations Classées. Ces propositions d'actions supplémentaires à mettre en œuvre seront précisées dans le rapport conclusif.

Ce rapport sera transmis au format informatique à l'Inspection des Installations Classées **au plus tard six mois** après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis.

Si les suivis révèlent que les impacts des éoliennes du parc relèvent d'une situation justifiant l'octroi d'une dérogation à la protection stricte des espèces, l'exploitant devra constituer une telle demande.

## **II. AUTO SURVEILLANCE DES NIVEAUX SONORES**

Afin de vérifier le respect des prescriptions de l'article II-6 de cet arrêté préfectoral, une mesure de la situation acoustique, niveaux sonores et émergences, ainsi que de la tonalité marquée doit être réalisée, en période de jour et de nuit, dans un délai de 12 mois maximum après la mise en service du parc par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.

Compte tenu de la proximité de parcs éoliens très proches, l'exploitant devra veiller à respecter dans le temps les dispositions en vigueur.

Ce contrôle doit être réalisé au minimum au niveau des lieux-dits suivants : « Bel Air », « Bel Orient », « La Chèze », « Quercy ».

Le dispositif d'écoute des riverains prescrit à l'article II-9 permettra de prendre en compte les demandes concernant les nuisances potentielles.

Les mesures sont effectuées selon les dispositions de la norme NF 31-114 dans sa version en vigueur six mois après la publication du présent arrêté ou à défaut selon les dispositions de la norme NFS 31-114 dans sa version de juillet 2011.

La campagne de mesures tient compte des éléments suivants :

- mesures diurnes et nocturnes ;
- prise en compte des conditions météorologiques homogènes ;
- prise en compte de la direction du vent ;
- mesures en période hivernale (absence de feuilles afin de prendre en considération les niveaux résiduels a priori les plus faibles) ou mesures en période estivale (début d'été, période où les feuilles contribuent à élever le niveau résiduel).

Les résultats des mesures ainsi que les caractéristiques acoustiques sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Le rapport acoustique est transmis au format informatique à l'Inspection des Installations Classées **au plus tard trois mois** après l'achèvement de la campagne de mesures.

### **Article III-11 : Actions correctives**

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise, les analyse et les interprète. Il prend les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires définies dans l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

En cas de dépassement des valeurs définies dans les programmes d'auto surveillance, l'exploitant fait le nécessaire pour rendre à nouveau son installation conforme. Il doit mettre en place des mesures compensatoires (modification du plan de gestion acoustique, bridages, coupures temporaires...) qui feront l'objet d'une nouvelle campagne de mesures engagées dans un délai de 12 mois. Il réalise un nouveau contrôle dans les mêmes délais si la situation persiste.

Les suivis et les plans de bridage devront prendre en compte les impacts cumulés et la proximité immédiate des parcs éoliens voisins.

Les résultats des mesures sont inscrits dans un registre et tenus à la disposition à l'Inspection des Installations Classées.

### **Article III-12 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;

- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ces dossiers sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées durant toute la période d'exploitation. En cas d'inspection, ce dossier doit être présent sur le site.

### **Article III-13 : Cessation d'activité**

Sans préjudice des mesures des articles R.515-105 à R.515-108 du Code de l'environnement, l'usage à prendre en compte est le suivant : agricole (remise en culture).

### **Article III-14 : Démantèlement et remise en état du parc**

Les opérations de démantèlement et de remise en état prévues à l'article R. 515-106 du Code de l'environnement comprennent :

- le démantèlement des installations de production d'électricité, des postes de livraison ainsi que les câbles dans un rayon de 10 mètres autour des aérogénérateurs et des postes de livraison ;
- l'excavation de la totalité des fondations jusqu'à la base de leur semelle, à l'exception des éventuels pieux. Par dérogation, la partie inférieure des fondations peut être maintenue dans le sol sur la base d'une étude adressée au préfet démontrant que le bilan environnemental du décaissement total est défavorable, sans que la profondeur excavée ne puisse être inférieure à 2 mètres dans les terrains à usage forestier au titre du document d'urbanisme opposable et 1 m dans les autres cas. Les fondations excavées sont remplacées par des terres de caractéristiques comparables aux terres en place à proximité de l'installation ;
- la remise en état du site avec le décaissement des aires de grutage et des chemins d'accès sur une profondeur de 40 centimètres et le remplacement par des terres de caractéristiques comparables aux terres à proximité de l'installation, sauf si le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation souhaite leur maintien en l'état.
- La réutilisation, le recyclage, la valorisation ou à défaut l'élimination des déchets de démolition ou de démantèlement dans les filières dûment autorisées à cet effet.
- L'intervention, conformément à l'avant dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, d'une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, pour attester de la mise en œuvre des opérations prévues par les points ci-dessus.



## **Titre IV Dispositions finales**

### **Article IV-1 : Caducité**

Cet arrêté préfectoral complémentaire devient caduc si les travaux de construction ou de modification de l'installation n'ont pas démarré dans un délai de 3 ans à compter de sa signature. Passé ce délai, il est nul et non avenu, sauf prorogation expresse accordée par le préfet sur demande motivée de l'exploitant, adressée au moins 6 mois avant l'expiration du délai. La décision de prorogation, notifiée par écrit, précisera la nouvelle échéance, qui ne pourra excéder 2 ans.

### **Article IV-2 : Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R 181-50 du Code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative soit la Cour administrative d'appel de Nantes (2, place de l'Edit de Nantes – BP 18529 – 44185 Nantes Cedex 4) :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La cour administrative d'appel de Nantes peut être saisie d'une requête déposée sur l'application « Télérecours citoyen » accessible à partir du site Internet : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Conformément à l'article L. 411-2 du Code des relations entre le public et l'administration, la décision peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux :

- d'un recours gracieux, adressé au Préfet des Côtes-d'Armor - Préfecture des Côtes-d'Armor- 1, Place du Général de Gaulle - BP 2370 - 22023 Saint-Brieuc Cedex 1 ;

- ou d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – direction générale de la prévention des risques - Grande Arche de la Défense Paroi Sud - 92055 La Défense Cedex ;

qui interrompt le cours de ce délai.

Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.



En application de l'article R.181-51 du Code de l'environnement, en cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre de cette décision, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci au Préfet des Côtes-d'Armor et au bénéficiaire de la décision. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

Cette notification doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours au Préfet et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

#### **Article IV-5 : Publicité**

Conformément à l'article R 181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- 1° Une copie de l'arrêté est déposée à la mairie de Plestan et peut y être consultée ;
- 2° Une copie de l'arrêté est affichée à la mairie de PLESTAN pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- 3° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Côtes d'Armor pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

#### **Article IV-4 : Exécution**

Le Secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à la société SAS Les éoliennes du Plateau et transmise au maire de Plestan.

Saint-Brieuc, le 20 MAI 2026

Pour le préfet et par délégation

Le secrétaire général

Georges SALAÜN